

Coordination de
Nicolas Pinet

LE PIÈGE DE L'ABONDANCE

L'écologie populaire face au pillage
de la nature en Amérique latine



Les Editions Ouvrières
51-55 rue Hoche
94200 Ivry-sur-Seine

Introduction

L'envers de notre endroit : extractivisme et écologie populaire

Nicolas Pinet¹

« Nous sommes là parce que le territoire souffre, nous sentons les agressions au territoire, c'est cela qui nous rassemble [...]. Une grande partie de cette société a déjà perdu contact avec le territoire. Cette société vit de la gondole du supermarché, du distributeur automatique de billets et de l'ordinateur, elle est déconnectée de son territoire [...]. Pour cette raison, elle ne sent pas les agressions qu'il subit. »

Marcos, 55 ans, cacique diaguïta calchaquí
(Nord-Ouest argentin)²

Conséquence des vagues de délocalisation des dernières décennies, l'économie mondiale contemporaine se caractérise par une dissociation forte des lieux de production et de consommation, à laquelle s'ajoute une dissociation plus structurelle entre espaces

1. Nicolas Pinet est responsable de la rédaction de la revue *Dial* (www.dial-infos.org, redaction@dial-infos.org).

2. Cité par Horacio Machado Aráoz (« El auge de la Minería transnacional en América Latina. De la ecología política del neoliberalismo a la anatomía política del colonialismo », in Héctor Alimonda (dir.), *La naturaleza colonizada: ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires, Ediciones CICCUS/CLACSO, 2011, p. 164). Dans ce passage comme dans les suivants, c'est moi qui traduis.

d'extraction des matières premières et espaces de consommation. Les pratiques de consommation, dont les grands centres urbains sont les lieux privilégiés, s'opèrent ainsi dans les sortes de bulles protectrices que sont les magasins, qui mettent en présence acheteurs potentiels et marchandises bien emballées dans un cadre policé, où nulle trace du passé/passif des marchandises ne doit subsister. Pour peu qu'on s'y arrête un instant, les rayons viandes des supermarchés offrent une bonne illustration de la manière dont le processus de transformation en marchandise implique un nécessaire gommage du passé du produit fini. Il n'y a jamais de photo de vaches ou de porcs sur les emballages, contrairement par exemple à ce que l'on peut voir dans le rayon fromages. Autant que faire se peut, le sang est absent des barquettes où les tranches de viande sont joliment disposées sous cellophane. À l'inverse, les abattoirs sont en général situés en périphérie, géographique et sociale, loin des regards. De fait, dans de nombreuses sociétés, au Japon notamment, le travail des abattoirs était confié à des groupes sociaux eux aussi relégués en périphérie de la société.

Pour devenir telles, les autres marchandises requièrent un processus de transformation similaire. Les smartphones, dans leur boîte élégante, ne laissent transparaître aucune trace de leur fabrication dans une usine chinoise ou de l'extraction des terres rares dans une mine de la République démocratique du Congo...

Le premier objectif de ce livre est de donner à voir le passif de notre mode de vie et de nos habitudes de consommation en se focalisant sur la première étape des processus de production de marchandises – l'extraction des matières premières – et sur une région du monde – l'Amérique latine. Une telle démarche permet de réinscrire des pratiques de consommation apparemment inoffensives dans un cadre plus large en réassociant ce que le fonctionnement du système capitaliste tend au contraire à dissocier : centres et périphéries, plaisirs de la consommation et destructions de l'environnement, de cadres et de modes de vie. En effet, comme

le mettent en évidence les différents textes de cet ouvrage, les populations riveraines des lieux d'extraction (forages pétroliers, mines, centrales hydroélectriques et parcs éoliens, coupes de bois et cultures intensives) « paient pour d'autres » : elles ne bénéficient en rien des ressources naturelles extraites ou des grands travaux réalisés, destinés à des entreprises ou des consommateurs situés à des milliers de kilomètres – un dirigeant indien péruvien déclarait ainsi que « le pétrole sert uniquement au développement des grandes villes » –, mais elles doivent en supporter toutes les conséquences négatives, avec la pollution et la destruction de leur environnement et des ressources dont elles ont besoin pour vivre. Darío Aranda (pages 51-67) demande « en guise d'hypothèse » ce qui se passerait si les mines d'or se trouvaient justement en plein Buenos Aires ou en plein Paris. Les habitants accepteraient-ils que de grandes quantités de cyanure soient utilisées juste derrière chez eux ?

Extractivisme

Pour désigner ce phénomène, les Latino-Américains utilisent le mot *extractivismo* (en espagnol), ou *extrativismo* (en portugais). Le terme commence aussi à être utilisé en France. S'il était au départ cantonné à des textes universitaires³, à des traductions⁴, et en lien avec les réalités latino-américaines⁵, il est désormais mobilisé aussi

3. Laure Emperaire (dir.), *La Forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris, ORSTOM/Unesco, 1996.

4. Maristella Svampa, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 9 janvier 2011, p. 101-127.

5. Grégory Lasalle, Vincent Espagne et Observatorio Petrolero Sur, *La Passion du schiste : démocratie, capitalisme, environnement en Argentine*, Genève, CETIM, « PubliCetim » n° 40, 2016 ; Franck Gaudichaud, « Ressources minières, “extractivisme” et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs. Idées d'Amérique*, n° 8, décembre 2016.

pour décrire un phénomène mondial⁶, dont l'ouvrage d'Anna Bednik, paru en 2016, constitue la première monographie⁷. En première approximation, on peut définir l'extractivisme comme l'extraction à grande échelle des ressources du sol ou du sous-sol, non pour leur consommation ou leur utilisation immédiate par les personnes ou les groupes qui les extraient, mais pour la vente, sur le marché national ou à l'exportation. C'est loin d'être un phénomène nouveau – en témoigne l'exploitation des mines d'or péruviennes et des mines d'argent boliviennes (Potosí) lors de la colonisation espagnole, ou la fièvre du caoutchouc pendant la seconde moitié du XIX^e siècle en Amazonie bolivienne⁸... Alberto Acosta (pages 23-43) parle ainsi pour la période actuelle de néoextractivisme.

Pour rendre les choses plus concrètes, rien ne vaut un exemple imagé. Prenons un coin de forêt quelque part en Amazonie. Les arbres y poussent tranquillement sans se poser trop de questions. De temps en temps, peut-être, passe un groupe d'Indiens qui viennent collecter certains fruits ou couper quelques arbres pour leur utilisation personnelle. Et puis un jour, les bulldozers arrivent et voici que les arbres font à leur corps défendant une entrée fracassante dans la sphère de l'économie de marché – ils ont été transformés en marchandises... La logique qui préside à l'extractivisme est, comme le suggère ce tableau imaginaire, celle d'une *marchandisation* de la nature.

Quand on entend ce terme d'extractivisme, la première chose qui vient à l'idée est l'exploitation minière et pétrolière, mais y

6. *Les Zindigné(e)s!* n° 4 – *Anti-extractivisme et lutte contre les grands projets inutiles*, Éditions Golias, 2012; Nicolas Sersiron, *Dette et Extractivisme : la résistible ascension d'un duo destructeur*, Paris, Éditions Utopia, 2014; Yves-Marie Abraham et David Murray (dir.), *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Montréal, Écosociété, 2015.

7. Anna Bednik, *Extractivisme : exploitation industrielle de la nature. Logiques, conséquences, résistances*, Lyon, Le Passager clandestin, 2016.

8. Grégoire Souchay, « Bolivie - Une brève histoire d'Amazonie », *Dial*, D3117, septembre 2010.

participent aussi les monocultures – soja en Argentine (pages 243-248) et au Brésil (pages 45-49), palmiers à huile au Guatemala (pages 259-263)... –, la surpêche et l'élevage industriel des saumons au Chili (pages 291-294), les installations d'éoliennes qui conduisent à l'expulsion de communautés au Mexique (pages 297-306)... Dans la division du travail extractiviste, qui est fonction des ressources naturelles disponibles, le Pérou, la Colombie, le Chili et la Bolivie se distinguent pour leurs activités minières, le Venezuela, le Mexique, l'Argentine et l'Équateur pour l'exploitation pétrolière, le Paraguay, l'Argentine et le Brésil pour l'extractivisme agricole, et le Chili pour la pisciculture. Mais, comme l'explique l'Uruguayen Eduardo Gudynas (pages 45-49), le champion toutes catégories de l'extractivisme, c'est le Brésil, qui est à la fois le plus grand producteur minier du continent, le troisième producteur pétrolier de la région et le premier producteur et exportateur mondial de soja.

L'Amérique latine étant, avec l'Afrique, l'une des régions les plus touchées par l'extractivisme, documenter les facettes de ce phénomène en partant de l'exemple de cette région paraissait important.

Boom des matières premières et progressisme

Autre élément intéressant, la région voit, au début des années 2000, l'arrivée au pouvoir d'une « vague » de gouvernements progressistes (Venezuela, 1999 ; Brésil, 2003 ; Bolivie, 2006 ; Équateur, 2007...) qui coïncide avec une décennie de prix élevés des matières premières (2003-2013). Perçus par ces nouveaux gouvernements comme une opportunité de développement, les projets extractivistes se multiplient. L'Argentine Maristella Svampa parle ainsi de « *consenso de los commodities*⁹ », ce qui, en français,

9. Maristella Svampa, « *Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en América Latina* », *OSAL*, vol. 13, n° 32 « *Movimientos socio-ambientales en América Latina* », novembre 2012, p. 15-38.

peut se traduire par consensus des matières premières, même si, en fait, *commodities* veut d'abord dire marchandises. Eduardo Gudynas parle de « gauche marron » (pages 87-95) pour désigner ces gouvernements progressistes qui prolongent les politiques extractivistes de leurs prédécesseurs néolibéraux en réorientant certaines des recettes vers des programmes sociaux. On maintient, on accélère même, l'extractivisme, en en redistribuant seulement de manière un peu différente les bénéfices.

Le reproche principal adressé par la gauche critique, les écologistes et les peuples indiens au gouvernement équatorien ou bolivien, c'est précisément d'avoir continué à appliquer les recettes extractivistes de leurs prédécesseurs qu'ils critiquaient pourtant, plutôt que d'innover en essayant de construire une société post-extractiviste autour, par exemple, de l'idée de *buen vivir*¹⁰, pourtant mise en avant dans les discours. C'est, pour le dire autrement, d'avoir préféré augmenter le volume des richesses disponibles en accélérant l'extraction minière, agricole et forestière, plutôt que d'essayer de mieux répartir les richesses déjà disponibles. L'anthropologue brésilien Eduardo Viveiros de Castro explique ainsi au sujet du Brésil :

Il y a eu une espèce d'option politique forcée du Parti des travailleurs, selon laquelle la seule manière d'améliorer les revenus des pauvres était de ne pas aborder la question du revenu des riches. C'est-à-dire : il va falloir sortir l'argent d'ailleurs. Et d'où le sortent-ils ? De terre, littéralement. En détruisant l'environnement pour pouvoir vendre du soja, de la viande, à la Chine. Il n'y a pas de redistribution des revenus en cours, mais une augmentation des revenus produits, si l'on peut dire, par l'incendie des meubles de la maison pour chauffer la population. Il fait un peu plus chaud qu'avant, nous ne mourons pas de froid, mais nous détruisons le centre du Brésil, nous dévastons l'Amazonie. Tout a

10. *Buen vivir*, bien vivre, est la traduction castillane courante des expressions quechua *sumak kawsay* (Équateur) et aymara *suma qamaña* (Bolivie). Elle fait référence à un idéal de vie individuelle et communautaire, en harmonie avec la nature.

été fait pour ne pas mettre la main dans la poche des riches. Et pour ne pas provoquer les militaires¹¹.

Pour les gouvernements, l'extractivisme est en somme une solution de facilité – c'est le *piège de l'abondance*.

La fête est finie

Les prix des matières premières retombent en 2014 et les économies extractivistes se trouvent confrontées à de graves difficultés. Les balances commerciales du Brésil, de la Colombie, du Pérou et de l'Équateur sont toutes déficitaires cette même année. Les pays extractivistes exportent plus en tonnes que ce qu'ils importent, mais leurs exportations sont constituées essentiellement de matières premières pas ou peu transformées, aux prix peu élevés en comparaison des produits manufacturés des pays du Nord. Pour assumer la hausse des dépenses, sociales notamment, commencée durant la décennie précédente, les pays s'endettent à nouveau. Les niveaux de la dette publique équatorienne à la fin des mandats présidentiels de Rafael Correa (2007-2017) repassent ainsi au-dessus de ceux de 2006 après avoir baissé durant les premières années de gouvernement¹².

Plus globalement, parmi les difficultés rencontrées dans la seconde moitié des années 2010 par les différents gouvernements progressistes, notamment au Venezuela, la baisse du prix des matières premières joue un rôle non négligeable.

Si le retournement de la conjoncture économique et les difficultés rencontrées auraient pu donner du poids aux discours critiques invitant à explorer d'autres pistes post-extractivistes, elles

11. Alexandra Lucas Coelho, « A escravidão venceu no Brasil. Nunca foi abolida: entrevista com Eduardo Viveiros de Castro », *Público*, 16 mars 2014.

12. Decio Machado, « Équateur - Nouvelle dispute pour le pouvoir », *Dial*, D3425, octobre 2017.

ont plutôt provoqué une accélération du phénomène visant à compenser le manque à gagner.

Résistances et écologie populaire

Face à la recrudescence des projets extractivistes, se multiplient aussi les résistances, qui deviennent à partir des années 2000 le principal foyer de conflictivité sociale (pages 229-234). Ce livre cherche ainsi à documenter à la fois la « fièvre » extractiviste et les luttes contre ces projets et leurs conséquences. Les textes de la première partie analysent les différentes facettes de ce phénomène et de sa déclinaison progressiste. La deuxième partie documente l'inscription territoriale des projets extractivistes, des infrastructures afférentes et des luttes contre la prédation capitaliste, souvent au nom d'une autre conception du bien vivre. Raúl Zibechi (pages 123-163) montre par exemple de manière détaillée, à partir de l'exemple amazonien, que l'extractivisme ne se limite pas à l'exploitation minière ou pétrolière, mais requiert en parallèle le développement d'un réseau d'infrastructures (énergie, transports) nécessaires à la transformation et à l'exportation des ressources extraites. La troisième et dernière partie présente, sur la base de cas concrets, les différents fronts de lutte : terre (extractivisme agricole et forestier), eau (grands barrages hydroélectriques et pillage des mers), air (projets éoliens conduisant à l'expulsion des riverains et à la destruction de leurs ressources) et sous-sol (mines). Les auteurs et autrices des textes, tous latino-américains, sont des « spécialistes » du sujet, universitaires et chercheurs indépendants, journalistes, acteurs et actrices engagés dans les luttes au sein des communautés indiennes et/ou paysannes. Le texte pages 223-227 prend ainsi la forme d'un entretien avec la Hondurienne Berta Cáceres, l'une des leaders de la lutte contre les projets d'exploitation minière et de barrage que la communauté indienne lenca considère nocifs pour l'environnement et les populations locales. Récipiendaire du prix Goldman pour l'envi-

ronnement en 2015, elle a été assassinée le 3 mars 2016 alors qu'elle rentrait chez elle. Entre 2010 et 2016, cent neuf Honduriens en lutte contre des projets extractivistes ont été assassinés¹³.

Ces luttes ont souvent comme protagonistes des groupes sociaux occupant des positions marginales dans les sociétés nationales – peuples indiens, petits paysans – qui défendent leurs territoires et espaces de vie pour des raisons mêlant nécessités matérielles – la terre, la forêt ou, plus généralement, la nature sont pour eux sources de vie, leur fournissant notamment une partie substantielle de leur alimentation – et facteurs immatériels, historiques et culturels – lien à la Terre Mère, attachement au lieu de vie ancestral, à la terre qu'on travaille... Et même si les personnes mobilisées n'utilisent pas nécessairement le vocabulaire de l'écologie, cela n'enlève rien au fait que leurs luttes peuvent être qualifiées d'écologistes, si on laisse de côté la question de l'auto-qualification pour s'en tenir à la matérialité des actes mêmes, comme l'explique à sa manière le Péruvien Hugo Bravo :

À première vue, les écologistes ou défenseurs de l'environnement sont des types un peu fous qui luttent pour que les pandas ou les baleines bleues ne disparaissent pas. Même si les gens ordinaires peuvent les trouver sympathiques, ils considèrent qu'il y a des choses plus importantes dont il faut se préoccuper, comme, par exemple, de trouver le pain de chaque jour. Quelques personnes ne les considèrent pas tant comme des fous que comme des malins qui, sous prétexte de veiller à la survie de quelques espèces, ont créé des « organisations non gouvernementales » pour recevoir des quantités substantielles de dollars de l'étranger. [...] Si ces opinions peuvent avoir un fond de vérité, il existe cependant au Pérou de grandes masses populaires activement écologistes (bien sûr, si je dis à ces gens « tu es écologiste », ils me répondront peut-être « c'est ta mère, l'écologiste » ou quelque chose de ce style). Voyons : les habitants de Bambamarca, qui ont plus d'une fois lutté vaillamment contre la pollution de leurs eaux par une mine, ne sont-ils pas écologistes depuis bien longtemps ? Les habitants

13. Cécile Raimbeau, « Qui a tué Berta Cáceres ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2016, p. 13.

d'Ilo et des autres vallées affectées par la Southern ne sont-ils pas écologistes ? Les habitants de Tambogrande dans la province de Piura, qui se soulèvent comme un seul homme et sont prêts à mourir pour empêcher l'ouverture d'une mine dans leur village, dans leur vallée, ne sont-ils pas écologistes ? Les habitants de la vallée du Mantaro qui ont vu mourir brebis, fermes et sol, empoisonnés par les résidus miniers et la fumée de la fonderie de La Oroya sont aussi écologistes. Les populations qui vivent dans la jungle amazonienne et meurent pour la défendre contre ses prédateurs sont aussi complètement écologistes. La population pauvre de Lima qui proteste contre le fait de devoir se baigner sur des plages polluées est écologiste¹⁴.

En mettant en évidence les formes d'écologie populaire¹⁵, c'est-à-dire les luttes conduites par les classes populaires, surtout rurales, pour protéger l'environnement, ce livre prend le contre-pied du préjugé classiste et ethnocentriste qui fait de l'écologie un souci des classes moyennes supérieures des pays « développés ». Ce préjugé, qu'on retrouve sous différentes formes jusque dans l'univers académique, fait de l'écologie un luxe de riches, dont on vient à se préoccuper une fois satisfaits les besoins considérés plus fondamentaux (alimentation, toit...). L'économiste états-unien Lester C. Thurow expliquait ainsi :

L'écologie est un produit naturel de la hausse du niveau de vie réel. Nous avons simplement atteint le point où, pour beaucoup d'États-Uniens, l'article suivant sur leur liste d'acquisitions est un environnement plus propre. S'ils peuvent l'obtenir, cela rendra plus agréables tous les autres biens et services (bateaux, résidences secondaires, etc.)¹⁶.

14. Hugo Blanco, « El ecologismo de los pobres », *La República*, 4 juin 1991.

15. Empruntant l'expression à l'historien péruvien Alberto Flores Galindo, l'économiste catalan Joan Martínez Alier parle de son côté d'« écologisme des pauvres », ou d'« *environmentalism of the poor* », en anglais. Cf. Joan Martínez-Alier, *L'Écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux dans le monde*, traduit par André Verkaeren, Paris, Institut Veblen pour les réformes économiques/Les Petits matins, 2014.

16. Lester C. Thurow, *The Zero-Sum Society: Distribution and the Possibilities for Economic Change*, New York, Basic Books, 1980, p. 105. Cité dans Ramachandra Guha et Joan Martínez Alier, *Varieties of Environmentalism: Essays North and South*, Delhi/New York, Oxford University Press, 1998, p. xv.

Selon cette analyse, « pays pauvres et individus pauvres n'ont simplement pas d'intérêt¹⁷ » pour l'écologie, ou, comme le notait l'historien Eric Hobsbawm, « les pauvres, en nombre croissant et sous-employés, veulent plus de “développement”, pas moins¹⁸ ». Les textes réunis ici montrent au contraire que les secteurs sociaux dont les formes de vie ne correspondent pas au patron des projets de développement sont souvent les premiers touchés par leurs externalités négatives et les premiers à s'y opposer pour tenter de préserver les lieux de vie dont leur existence dépend. *Le Piège de l'abondance* documente ainsi les deux versants d'un phénomène central de l'Amérique latine contemporaine : projets de « développement » et résistances, extractivisme et écologie populaire.

Cet ouvrage est issu du travail conduit par la revue *Dial* (*Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*), fondée en avril 1971 et publiée en ligne et en accès libre depuis septembre 2006. À une exception près (pages 73-78), l'ensemble des textes de l'ouvrage sont inédits en français. Rédigés en espagnol ou en portugais par des Latino-Américains, ils ont été traduits par les traducteurs et traductrices bénévoles de *Dial*. Je souhaite les remercier encore une fois ici, ainsi que l'équipe de la revue, et tout spécialement Alain Durand : sans leur travail, ce livre n'existerait pas.

17. Lester C. Thurow, *op. cit.*, p. 104.

18. Eric J. Hobsbawm, *The Age of Extremes: A History of the World, 1914-1991*, New York, Vintage Books, 1996, p. 570.

Table des matières

Introduction. L'envers de notre endroit : extractivisme et écologie populaire	7
par Nicolas Pinet	

PREMIÈRE PARTIE POLITIQUES EXTRACTIVISTES

L'EXTRACTIVISME AU DÉBUT DU XXI^E SIÈCLE

Extractivisme et néoextractivisme : les deux faces d'une même malédiction	23
par Alberto Acosta	
Brésil. Le plus grand extractiviste du continent	45
par Eduardo Gudynas	
Argentine. En guise d'hypothèse	51
par Darío Aranda	
Amérique du Sud. Le triomphe du post-extractivisme en 2015	69
par Joan Martínez Alier	
Colombie. L'échec d'un modèle de développement : entretien avec Álvaro Pardo	73
par Frédéric Thomas	
Argentine. L'extractivisme énergétique et le tournant du capitalisme vert	79
par Hernán Scandizzo	

UN PROGRESSISME EXTRACTIVISTE

Amérique du Sud. Progressisme et gauche marron	87
par Eduardo Gudynas	
Étrange débat sur le « lactose » au sein de la gauche et du progressisme latino-américains	97
par Eduardo Gudynas	
Bolivie. Les peuples autochtones passent au second plan	107
par Ruy D'Alencar	
Pérou. Recul dans l'application de la consultation préalable	113
par Magali Zevallos Ríos	

DEUXIÈME PARTIE
**PRÉDATION CAPITALISTE
ET RÉSISTANCES POPULAIRES**

EXTRACTIVISME ET INTÉGRATION AU MARCHÉ MONDIAL

Brésil. La nouvelle conquête de l'Amazonie	123
par Raúl Zibechi	

« DÉVELOPPEMENT » VS MODES DE VIE INDIENS

Pérou, Bolivie et Équateur. David contre Goliath : trois conflits en Amazonie andine	167
par Xavier Albó	
Équateur. Conséquences du capitalisme dans les communautés et peuples indiens d'Équateur	209
par Humberto Cholango	

LA CRIMINALISATION DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE

Brésil. Les mouvements sociaux victimes de l'espionnage des entreprises	219
par <i>Noticias Aliadas</i>	
Honduras. « Défendre les droits humains est aujourd'hui un crime » : entretien avec la dirigeante indienne Berta Cáceres...	223
par Orsetta Bellani	

Argentine. La criminalisation des mobilisations se déplace vers les périphéries.....	229
par Hernán Scandizzo	

TROISIÈME PARTIE FRONTS DE LUTTE

TERRE

Paraguay. Des Indiens obtiennent la restitution de leurs terres....	239
par Gustavo Torres et Paulo López	
Argentine. Les mères contre l'agrobusiness.....	243
par Martín Cúneo et Emma Gascó	
Pérou. Des coupes de bois illégales à l'origine d'assassinats d'Indiens.....	249
par Cecilia Remon	
Pérou. Les monocultures détruisent les forêts amazoniennes.....	255
par <i>Noticias Aliadas</i>	
Guatemala. D'El Estor à Sepur Zarco. Un voyage sur des territoires marqués par l'impact des entreprises extractives et la mémoire de ceux qui y vivent.....	259
par Linda Gare	

EAU

Brésil. « Le barrage monstrueux de Belo Monte et le naufrage d'Altamira que Dilma Rousseff n'a pas eu le courage d'aller voir. » Entretien avec Dom Erwin Kräutler.....	267
par Patricia Fachin et João Vitor Santos	
Guatemala. Conférence de presse du Conseil des villages de Tezulutlán « Manuel Tot », 24 janvier 2014.....	277
Guatemala. Les autorités q'eqchi' de Tezulutlán présentent leur opposition à la centrale hydroélectrique devant les Nations unies	281
par Gustavo Illescas	
Chili. Le pillage de l'écosystème marin.....	291
par Paolo Moiola	

AIR

Mexique. Des communautés s'opposent à des projets d'installation d'éoliennes	297
par Orsetta Bellani	

Mexique. Déplacés de San Francisco del Mar Pueblo Viejo : « Nous demandons aux politiciens d'arrêter de chercher à diviser nos communautés pour nous imposer des projets comme l'éolien »	303
--	-----

SOUS-SOL

Pérou. Le futur sombre de La Oroya	309
par Maija Susarina	

Pérou. L'exploitation minière dans le village de San Mateo : dégâts et luttes	315
par Margarita Pérez	

Pérou. La résistance d'Ayabaca aux projets d'extraction minière ..	323
par Mario Tabra	

Colombie. Extraction minière et après-conflit	333
par Raúl Zibechi	

Équateur. Reconstruire les communautés : une forme de résistance	343
par Luis Ángel Saavedra	

Pérou et Colombie. Autodéfenses communautaires contre l'extraction minière à grande échelle	349
par Raúl Zibechi	

Argentine. Un village réussit à interdire un mégaprojet minier lors du premier référendum souverain du pays	359
par Martín Cúneo et Emma Gascó	

Salvador. C'est la première fois qu'un pays d'Amérique latine vote une loi qui interdit l'exploitation minière des métaux	365
par Carmen Rodríguez	